

SOMMAIRE EXÉCUTIF

REVUE THÉMATIQUE SUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX AU NIVEAU LOCAL



Traduction par Vital Goumou, Volontaire des Nations Unies en ligne
Mai 2022

La revue thématique sur la consolidation de la paix au niveau local commandée par le Bureau des Nations Unies pour l'appui à la consolidation de la paix (PBSO) du Département des affaires politiques et de consolidation de la paix (DPPA) en partenariat avec la Fondation PeaceNexus et le programme des Volontaires des Nations Unies (UNV), fournit une analyse comparative des initiatives de consolidation de la paix menées au niveau local financées par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) de 2015 à 2021, et situe le travail du Fonds par rapport à la recherche mondiale et à la pratique de la consolidation de la paix au niveau local. S'appuyant sur quatre études de cas réalisées par des jeunes chercheurs et chercheuses recrutés localement à travers le Programme des Volontaires des Nations Unies au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Kirghizistan et dans les Balkans occidentaux, la revue offre un aperçu de la façon dont la consolidation de la paix au niveau local est conceptualisée et mise en œuvre dans différents contextes et régions, en mettant l'accent sur l'implication des jeunes et des volontaires dans les initiatives locales de consolidation de la paix. La revue présente des recommandations pratiques pour le PBF, les demandeurs et bénéficiaires de ce fonds ainsi que pour la communauté des praticiens de la consolidation de la paix dans son ensemble pour contribuer à guider la conception des futurs programmes locaux de consolidation de la paix.

Qu'est-ce que la consolidation de la paix au niveau local ?

La définition de « consolidation de la paix au niveau local » peut sembler intuitive. Cependant, dans la pratique, il y a un manque de clarté sur ce qui distingue les actions locales d'autres types d'actions. Bien qu'une distinction plus claire entre le niveau local et national dans les documents de politiques des Nations Unies ait commencé à émerger ces dernières années, les termes « local » et « national » sont encore parfois utilisés de manière interchangeable. Par conséquent, les voix, les objectifs et les préoccupations des acteurs et actrices au sein des communautés touchées par le conflit peuvent être invisibilisés pendant que les dirigeants et dirigeantes nationaux parlent en leur nom. Dans des contextes où les tensions entre les autorités nationales et les communautés locales sont la force motrice du conflit, confondre la consolidation de la paix au niveau « national » et « local » risque de contribuer à l'exclusion et de nourrir les griefs sous-jacents. Au sein du PBSO, la consolidation de la paix au niveau local est généralement définie comme les efforts menés au niveau sous-national ou comme les actions qui engagent la société civile locale. Cela doit cependant être distingué de la définition plus étroite de la consolidation de la paix « dirigée localement » qui implique que les interventions de consolidation de la paix soient à la fois conçues et mises en œuvre par des acteurs et actrices locaux - une définition qui s'applique à une proportion plus petite de projets financés par le PBF. Les consultations avec les acteurs et actrices locaux dans le cadre de la revue thématique ont également montré que les acteurs et actrices locaux dans les zones non touchées par de récents combats rejettent fréquemment le terme de « consolidation de la paix » et se concentrent plutôt sur les façons dont les héritages des conflits passés peuvent encore être d'actualité. Compte tenu de ces sensibilités, les initiatives qui se qualifient explicitement d'« efforts de consolidation de la paix » et emploient un jargon ou des concepts flous tels que la « cohésion sociale » se heurtent fréquemment à la résistance ou à l'incompréhension de ces communautés locales.

Favoriser des partenariats plus significatifs entre les agences de mise en œuvre et les artisans locaux de la paix :

Alors que l'approbation de projets avec des organisations de la société civile (OSC) en tant que bénéficiaires directs des fonds PBF a augmenté régulièrement au fil des ans, les OSC reçoivent toujours une plus petite fraction du soutien global du PBF, ce qui reflète le mandat principal du PBF de promouvoir une action des équipes pays des Nations Unies en termes de consolidation de la paix plus efficace, plus stratégique et plus cohérente. Bien que le PBF, en tant qu'instrument mondial géré de manière centralisée, ne soit peut-être pas le donateur idéal pour les petites organisations de base, l'analyse recommande au PBF d'identifier les moyens par lesquels il peut favoriser des partenariats plus solides et plus significatifs entre les bénéficiaires de ses fonds et les artisans locaux de la paix, améliorant ainsi la responsabilité du système envers les populations affectées par le conflit. La revue a révélé que la majorité des projets financés par le PBF sont conçus par les bénéficiaires du fonds de manière « top-down », sans influence significative des acteurs et actrices locaux sur les priorités et les objectifs du projet. En encourageant un engagement plus fort avec les communautés locales et une responsabilité mutuelle avec elles, le PBF et les bénéficiaires de ses fonds doivent être sensibles à la question de savoir quelles organisations ou quels acteurs et actrices peuvent parler au nom des dites communautés.

Identifier les partenaires locaux de mise en œuvre et mener des analyses participatives :

Bien que la plupart des projets financés par le PBF impliquent des OSC locales ou d'autres partenaires locaux de consolidation de la paix dans la mise en œuvre des activités du projet, la plupart des propositions manquent généralement d'informations sur la nature des partenaires locaux de mise en œuvre, sur la manière dont ces partenaires ont été sélectionnés, et n'indiquent pas si ces partenaires ont – et si oui, comment – contribué à la conception de la proposition. L'exception à ce constat concerne les propositions reçues dans le cadre de l'appel annuel compétitif de l'Initiative de Promotion du Genre et de la Jeunesse (GYPI), qui met davantage l'accent sur la transparence autour des partenariats locaux. La revue recommande au PBF d'étendre les enseignements tirés de l'appel compétitif GYPI à l'ensemble de sa programmation régulière afin de responsabiliser davantage les bénéficiaires des fonds dans la conception de projets inclusifs et transparents. La revue révèle également que fréquemment les mêmes partenaires de mise en œuvre – qui ne sont pas toujours représentatifs des groupes et des couches sociales concernés – sont approchés à plusieurs reprises par les bénéficiaires des fonds, risquant ainsi d'exacerber des dynamiques de pouvoir inégales, de favoriser la corruption ou de créer une lassitude de participation parmi les parties prenantes locales. La revue souligne donc la nécessité d'étendre la pratique d'analyse des parties prenantes locales, ce qui est essentiel pour pouvoir cartographier et évaluer pleinement la contribution des acteurs et actrices locaux au conflit ou à la paix et d'identifier ceux et celles qui pourraient potentiellement s'opposer aux objectifs du projet.

Mesurer l'impact des initiatives locales de consolidation de la paix :

La revue note que de nombreux projets locaux de consolidation de la paix financés par le PBF se concentrent sur une mesure très limitée du changement au niveau de l'activité (comme le nombre de personnes formées) ou au niveau des résultats (par exemple, si les participants et participantes à la formation ont appris de nouvelles informations, mesuré à travers des tests menés avant et après la formation) et manquent de mesurer le changement plus significatif de consolidation de la paix que ces actions étaient censées produire. Il est important d'être en mesure d'identifier dès le début du développement d'un projet la contribution stratégique de ce projet au paysage plus large de consolidation de la paix. La revue fait également état de préoccupations concernant la qualité des indicateurs utilisés pour mesurer la consolidation de la paix au niveau local qui manquent souvent l'objectif de mesurer un changement de consolidation de la paix qui soit significatif pour les membres de la communauté. La revue recommande donc au PBF et aux agences bénéficiaires de soutenir le processus de mesure du changement de consolidation de la paix au niveau local menés par les communautés, notamment en encourageant le développement « bottom-up » d'« indicateurs de paix au quotidien », en menant des enquêtes de perception au niveau de la communauté, ainsi qu'en amplifiant les voix des communautés bénéficiaires en les engageant de manière significative dans les processus de suivi et d'évaluation. La revue recommande également que les projets financés par le PBF reconnaissent le volontariat et les contributions des volontaires pour aider à renforcer la soutenabilité, promouvoir l'appropriation locale et tirer parti des réseaux et des connaissances des acteurs et actrices locaux.



Approches de la programmation locale de consolidation de la paix financée par le PBF:

La revue identifie deux approches prédominantes utilisées dans les projets de consolidation de la paix financés par le PBF au niveau local : (1) soutenir les structures locales de paix et (2) améliorer les relations intercommunautaires et les relations entre l'État et la société. Bien que les structures locales de paix soutenues par les projets financés par le PBF aient été pour la plupart efficaces pour résoudre les conflits locaux, ces mécanismes présentent souvent des limites quant au type et au nombre de conflits qu'elles peuvent résoudre. Néanmoins, grâce à des formations et à des activités axées sur orientées vers l'action, et dans le contexte d'un mécanisme structuré, les membres renforcent souvent leur confiance et leurs compétences pour résoudre des conflits localisés. Pour créer un changement durable, la revue recommande au PBF de s'assurer qu'il y ait un alignement entre « le local » et « le national » dans les propositions de projet, quel que soit l'endroit où la plupart des activités auront lieu, et souligne que les liens entre le local et le national doivent être délibérément établis dans le projet, et suffisamment financés.

La revue souligne également que les projets locaux de consolidation de la paix financés par le PBF qui visent à améliorer les relations intercommunautaires se concentrent principalement sur la création d'un changement au niveau individuel. Par conséquent, l'impact de ces interventions en termes d'échelle et de contribution à la résolution à long terme des conflits reste incertain. Cependant, de telles initiatives rassemblent souvent pour la première fois divers groupes d'individus, ce qui contribue à mettre en valeur le rôle de segments particuliers de la société tels que les femmes ou les jeunes. Le volontariat local contribue également à renforcer la confiance intercommunautaire, à renforcer le capital social, à promouvoir l'inclusion et à améliorer l'efficacité globale des interventions de renforcement des relations au niveau local par les acteurs internationaux ou nationaux. La revue note en outre que la création de relations entre l'État et la société est souvent difficile, en particulier dans les situations de conflit où l'État a érodé le contrat social ou a été l'auteur de préjudices. L'analyse constate que les mécanismes de petites subventions sont particulièrement utiles pour renforcer la confiance entre les citoyens et citoyennes et les représentants et représentantes du gouvernement lorsqu'ils travaillent à la cocréation d'initiatives concrètes et tangibles. Néanmoins, la revue met en garde contre les soucis de durabilité, soulignant l'extrême fragilité de la confiance qui se construit pendant la durée relativement courte des projets qui ne laisse pas toujours le temps à cette nouvelle confiance de s'enraciner.

Le rapport complet de l'examen thématique sur la consolidation de la paix au niveau local est disponible sur :

www.un.org/peacebuilding